



Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## Revue de presse

29 janvier 2016

La presse comme l'opinion publique attend avec impatience la nomination des 21 sénateurs du quota présidentiel. Selon les textes en vigueur, le Chef de l'Etat dispose de quinze jours après la proclamation officielle des résultats définitifs des élections sénatoriales pour s'y plier. Beaucoup s'attendent cependant à ce que les noms soient dévoilés avant le départ de Hery Rajaonarimampianina pour Addis-Abeba. Par ailleurs, dans un tout autre domaine, le plan de redressement de la compagnie aérienne nationale Air Madagascar fait la Une des actualités économiques.

### POLITIQUE INTERNE

#### NOMINATION DES SENATEURS. LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PEUT PRENDRE SON TEMPS

*Bien qu'annoncée cette semaine, la nomination des sénateurs du quota présidentiel reste en suspens. Ce jour, le Chef de l'Etat s'envole pour Addis-Abeba afin de prendre part à la réunion des Chefs d'Etat et du gouvernement au Sommet de l'Union Africaine, du 30 au 31 janvier. Il devrait également conduire la délégation malgache au Sommet États-Unis-Afrique, prévu pour le 1<sup>er</sup> et 2 février, dans la capitale éthiopienne. Selon l'entourage du Président, il pourrait n'intervenir sur la question des sénateurs nommés qu'à son retour. Pour rappel, l'article 120 de la loi organique stipule que « la désignation du tiers des membres du Sénat doit intervenir dans les quinze jours qui suivent la proclamation officielle des résultats des élections sénatoriales. Ainsi le Président de la République dispose encore de quelques temps pour réfléchir. (L'Express de Madagascar, p.5 ; La Gazette de la Grande île, p.4)*

- **Madagascar-Laza** rappelle que le parti Hery Vaovao ho an'i Madagasikara n'a proposé aucun nom au Président de la République. En marge de la cérémonie de présentation de vœux des membres du HVM Ivato, son chef de file Rivo Rakotovo a déclaré qu'il ne voulait en aucun cas influencer le choix du Chef de l'Etat. « C'est un pouvoir régalien du Président de la République » a-t-il déclaré. (p.3)
- **La Vérité** soutient que les 21 sénateurs du quota présidentiel seront connus ce jour. Le quotidien est en effet convaincu que le locataire d'Ambotsirohitra dévoilera des noms avant son départ pour Addis-Abeba. (p.3)
- Selon **Tia Tanindrazana**, cinq ministres de l'actuel gouvernement seront désignés sénateurs pour le quota présidentiel. Il s'agit de Maharante Jean De Dieu, ministre de la Fonction publique et des Lois sociales, Andrianjato Razafindambo Vonison, ministre de la Communication et des Relations avec les institutions, Andriamosariosoa Jean Anicet, ministre de la Jeunesse et des Sports, Joëli Valérien Lalaharisaina, ministre auprès de la Présidence chargé des Mines et du Pétrole et Béatrice Atallah, ministre des Affaires étrangères. (p.2)
- **Les Nouvelles** rapporte en outre que les travaux de réhabilitation du Palais de Verre d'Anosikely ont été achevés, hier. L'infrastructure est ainsi prête à accueillir la première séance spéciale des nouveaux sénateurs, laquelle aura pour ordre du jour la désignation des membres du Bureau permanent. (p.2)

#### DEBAT AUTOUR DE LA NOMINATION D'UN NOUVEAU PREMIER MINISTRE

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



Les élections communales et sénatoriales ont dessiné un nouvel échiquier politique avec de nouveaux rapports de force. Logiquement, l'opinion publique s'attend à un remaniement du gouvernement, voire à un changement de Premier ministre. Interrogé sur le sujet, lors d'un interview accordé le 27 janvier dernier, le Président de la République est resté évasif en se contentant de répondre qu'une retouche du gouvernement se fera « au moment opportun ». **Madagascar-Laza** estime que le contexte politique actuel exige un nouveau profil de Chef du gouvernement. Le quotidien avance ainsi trois noms de premiers ministrables, à savoir Jean Ravelonarivo, l'actuel PM, l'opérateur économique Eric Rajaonary et Béatrice Atallah, ministre des Affaires étrangères, qui rappelle le journal, a été félicitée par l'Ambassadeur du Maroc, dans son allocution lors de la cérémonie de présentation de vœux à Iavoloha. (p.2)

- L'association "Fikambanana Malagasy Sambatra", regroupant de simples citoyens engagés dans le domaine humanitaire, appuie la nomination de l'opérateur économique Eric Rajaonary, s'il devait avoir un changement à la tête du gouvernement. De son avis, le futur locataire du palais d'Etat de Mahazoarivo devrait être une personnalité neutre qui peut cohabiter et coopérer avec le Président de la République. « Il devrait être sensible aux aspirations et attentes de la population et surtout prêt à œuvrer pour le développement socio-économique du pays », précise-t-elle dans son communiqué. Ses membres estiment enfin que le Premier ministre devrait bénéficier d'une entière confiance de la Communauté internationale. (**Madagascar-Laza, p.2**)
- Joint au téléphone par **Les Nouvelles**, Christine Razanamahasoa, Coordinatrice de la plateforme MAPAR insiste sur l'application de l'article 54 de la Constitution stipulant que « le Président de la République nomme le Premier ministre présenté par le parti ou le groupe de partis majoritaire à l'Assemblée nationale ». Ses propos sont soutenus par le député Brunelle Razafitsiandraofa qui explique que la logique serait que les parlementaires se réunissent pour proposer des noms de premiers-ministrables au Chef de l'Etat. (**p.3**)

## CEREMONIE DE PRESENTATION DE VŒUX DU HVM IVATO

A l'occasion d'un déjeuner, tenu hier, le parti « Hery Vaovao ho an'i Madagasikara » a procédé à sa présentation de vœux avec ses militants du District de l'Avaradrano, dont ceux des Communes d'Ivato et ses environs. Ce fut une occasion pour le Secrétaire général du parti, Henry Rabary-Njaka, de préciser que bien qu'ils n'aient pas été élus maires, les candidats HVM œuvreront toujours pour le développement de leur commune et d'appeler à ce que chaque membre du parti convainque son entourage des objectifs de développement préconisés par le parti présidentiel. (**L'Express de Madagascar, p.5 ; Madagascar-Laza, p.2, Tia Tanindrazana, p.3**)

## COMMUNE URBAINE D'ANTANANARIVO. LE BUDGET A RECU LE CERTIFICAT DE NON RECOURS

Le budget de la Commune Urbaine d'Antananarivo est déclaré applicable, après délibération du Conseil municipal. D'après Julien Andriamorasata, deuxième adjoint au maire en charge des Finances et des Ressources humaines, ce budget a déjà reçu un certificat de non recours. Le fait que la Préfecture dispose d'un mois pour statuer sur sa légalité n'empêche pas son exécution. « Des ajustements seront entrepris en cas d'observations faites par la Préfecture » a-t-il souligné. Interrogé par **Madagascar-Laza** sur l'emprunt de 20 millions d'Euros envisagé par la Commune, le deuxième adjoint au maire a expliqué qu'il ne s'agit encore que d'une simple inscription budgétaire et que l'équipe de Lalao Ravalomanana est encore en quête de partenaires financiers. Dans tous les cas, la Commune ne peut procéder à cet emprunt sans l'accord préalable du gouvernement. (**p.3**)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



- Selon la version de **Madagascar Matin**, le budget 2016 de la Commune Urbaine d'Antananarivo n'a pas encore obtenu le feu vert de la Préfecture, faute de note de présentation de la part de la mairesse, Lalao Ravalomanana. Le quotidien profite de l'occasion pour dénoncer le retard de paiement des salaires des employés temporaires de la CUA. Selon les investigations du quotidien, ils n'ont pas perçu leur rémunération depuis le mois de décembre. (p.3)

## ECONOMIE ET SOCIETE

### LE DG D'AIR MADAGASCAR PRESENTE SON PLAN DE REDRESSEMENT DE LA COMPAGNIE

Gilles Filiatreault, Directeur général de la compagnie aérienne nationale, a présenté son plan de redressement, hier, au cours de l'Assemblée Générale. Une batterie de mesures a été préconisée pour redresser Air Madagascar, qui croule actuellement sous les dettes, à commencer par la suppression de 400 postes. Selon les précisions apportées, cette mesure concerne les contrats à durée déterminée, qui arrivent à leur terme et les emplois temporaires. En outre, pour rentabiliser sa flotte, actuellement sous exploitée, la compagnie prévoit de négocier avec des partenaires commerciaux à l'instar d'Air France. Pour le réseau Asie, des pourparlers sont en cours avec Air Austral pour poursuivre la ligne Antananarivo-Saint-Denis-Guangzhou. Sur le long terme, la solution envisagée est la recherche d'un partenaire stratégique. Il s'agira entre autres de vendre à des compagnies aériennes majeures, une partie des actions d'Air Madagascar dont 89% sont actuellement détenues par l'Etat. Le DG de la compagnie nationale soutient néanmoins que la meilleure option soit que l'Etat reste l'actionnaire majoritaire. (Midi Madagasikara, p.5; L'Express de Madagascar, p.7 ; Madagascar-Laza, p.7)

- "La pilule sera amère pour les employés de la compagnie Air Madagascar" estime d'ores et déjà **Midi Madagasikara**. Le quotidien qualifie la plupart des mesures préconisées par le nouveau Directeur général « d'impopulaires ». (p.5)
- Pour **Tia Tanindrazana**, le Président de la République, Hery Rajaonarimampianina est en partie responsable de la situation dans laquelle se trouve actuellement la compagnie Air Madagascar. A cet effet, le quotidien rappelle que le Chef de l'Etat, qui fut ministre des Finances et du Budget durant la période transitoire, a avalisé l'achat de l'Airbus 340 qui génère aujourd'hui des pertes colossales pour la compagnie. (p.3)
- **Madagascar Matin** critique l'opacité du Conseil d'Administration de la compagnie aérienne nationale. Le quotidien a mentionné qu'Air Madagascar n'a sollicité que quelques organes de presse pour couvrir la présentation de ses plans stratégiques. (p.4)

### AFFAIRE KIDNAPPING D'ARNAUD. LES DIX PRÉVENUS SÉPARÉS

Au terme de leur comparution devant le doyen des juges au parquet du Tribunal de Première Instance, les dix prévenus ont été aussitôt déportés dans des lieux de détention différents, sis aux quatre coins de la Province d'Antananarivo. Deux d'entre eux ont été incarcérés dans la maison centrale d'Ankazobe. Trois sont écroués à la maison centrale de Miarinarivo tandis que trois autres sont détenus à la maison de sûreté d'Arivonimamo. Les deux derniers ont été expédiés à 250km de la capitale pour être écroués à la maison centrale de Tsiroanomandidy. Mercredi dernier, vers 21 heures, des convois sécurisés ont quitté le tribunal d'Anosy pour les conduire jusqu'à leurs lieux de détention respectifs. Selon les autorités, ces mesures ont été prises pour réduire les risques d'évasion mais surtout pour les isoler de tout contact avec d'autres détenus, mouillés dans des affaires de rapt contre rançon. (L'Express de Madagascar, p.12)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



- **Madagascar-Laza** informe ses lecteurs de l'arrestation de trois nouveaux suspects, par la Brigade criminelle, mercredi dernier. Les trois individus interpellés, dont un ancien agent pénitencier, sont tous des anciens détenus inculpés pour des affaires de kidnapping. (p.4)
- « Nous avons gagné une bataille mais pas la guerre. Nous allons poursuivre les investigations en vue de l'éradication de ce fléau. (...) Quiconque tombera dans les mailles de notre filet, petits ou gros poissons, ne s'en sortira pas sans un solide alibi » a prévenu l'Inspecteur général de la police, Blaise Richard Randimbisoa, ministre de la Sécurité publique, dans un dossier sur le kidnapping réalisé par **Les Nouvelles**. Dans ses explications, il a fait savoir que la découverte de quatre fusils d'assaut, 119 cartouches, une grenade offensive et une certaine quantité de poudre lacrymogène sur les suspects à Toamasina indique l'implication d'éléments des forces de l'ordre dans l'affaire. (p.8)
- « Tout le monde se rejette la responsabilité » estime **L'Observateur** qui ne mâche pas ses mots en traitant les dirigeants « d'irresponsables ». Selon sa logique, Noéline Ramanantenasoa, Garde des Sceaux, devrait prendre exemple sur Christiane Taubira, son ancien homologue français et démissionner compte tenu de l'échec de la résolution de cette affaire de kidnapping. (p.3)

### **BAISSE DU PRIX DU PETROLE : 70% AILLEURS, 0% A MADAGASCAR**

Le prix du baril sur le marché international est actuellement évalué à 35 dollars, à la date d'hier. Depuis juin 2014, période à laquelle il a atteint le pic des 115 dollars, les cours ont chuté de 70%. **La Gazette de la Grande île** s'interroge ainsi sur la raison qui fait que le pays ne profite pas de cette tendance baissière. Certes, le quotidien reconnaît que le taux de change influe sur les prix. De 2014 à 2016, le cours du Dollar USD est passé de 2 450 Ariary à 3 200 Ariary. Cependant, il rappelle que les pétroliers ont bénéficié d'un taux de change de 2 000 Ariary pour un Dollar quelle que soit l'évolution sur le Marché interbancaire des devises. Par ailleurs, le journal souligne que ni la taxe sur les produits pétroliers, ni la TVA n'ont connu une augmentation depuis quelques années et soupçonne les compagnies pétrolières de calculer leurs prix sur le taux de change du MID. Il conseille enfin à l'Etat d'être transparent et d'avouer l'existence d'un éventuel accord relatif au maintien des prix élevés avec les sociétés de distribution pétrolière, afin de rembourser leurs arriérés et leurs subventions. (p.3)

## **RELATIONS INTERNATIONALES**

### **STABILITE : OPTIMISME MESUREE DE L'UNION AFRICAINE**

Selon la communication émanant de l'équipe de la ministre des Affaires étrangères, Béatrice Atallah, présente à Addis-Abeba en éclaireur, « l'Union africaine a exprimé sa satisfaction, sinon son soulagement quant aux avancées palpables du contexte politique malgache ». L'instance continentale repose notamment ses observations sur les étapes franchies dans le cadre du retour à l'ordre constitutionnel, telles que les élections communales et sénatoriales. Malgré tout, elle encourage toutes les parties prenantes à renforcer les progrès réalisés pour une plus grande stabilité. Pour rappel, l'Union africaine avait envoyé l'ancien ministre des Affaires étrangères algérien, Lakhdar Brahimi, en mission d'observation à Madagascar, du 5 au 8 janvier dernier. Dans un communiqué à la date du 11 janvier, il a statué que la situation politique malgache reste « fragile ». En ce sens, il avait recommandé le renforcement du mémorandum de stabilité et l'intensification du processus de réconciliation nationale. (**L'Express de Madagascar**, p.3 ; **Midi Madagasikara**, p.3 ; **Madagascar-Laza**, p.2 ; **Les Nouvelles**, p.3)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



- « Madagascar se réjouit de l'intérêt qu'accorde l'Union africaine au processus de reconstruction de la vie politique et socio-économique qui a été semé d'embûches. La stabilité politique actuelle est sûrement le fruit de la volonté convergente des acteurs politiques, militaires et civils ainsi que l'implication persévérante des membres du Groupe International de Contact de soutien à Madagascar » a réagi Béatrice Atallah, Chef de la diplomatie malgache, à l'occasion. (L'Express de Madagascar, p.5 ; Madagascar-Laza, p.2 ; Les Nouvelles, p.3)

## UN PEU D'HUMOUR



L'Express de Madagascar, p.6

### Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)

Mirana RAZAFINDRAZAKA: [mirana.razafindrazaka@eces.eu](mailto:mirana.razafindrazaka@eces.eu)

Site web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

